



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

21 octobre 2026

AUDIENCE A L'ASSEMBLEE NATIONALE : LE PRESIDENT SELOM KLASSOU ECHANGE AVEC LE DIRECTEUR PAYS DE L'ONUSIDA SUR LES DEFIS DE LA RIPOSTE AU TOGO

Lomé, 21 oct. (ATOP) - Le président de l'Assemblée nationale, Prof. Komi Selom Klassou, et le directeur pays de l'ONUSIDA pour le Togo, la Côte d'Ivoire et le Bénin, Dr Christian Mouala, ont échangé, le mercredi 21 octobre à Lomé, sur les progrès et les défis de la lutte contre le VIH/Sida au Togo. Les discussions ont notamment porté sur la contribution des parlementaires à l'atteinte de l'objectif de mettre fin au Sida comme problème de santé publique d'ici à 2030.



Les officiels

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite officielle du Dr Christian Mouala au Togo, du 20 au 25 octobre. Elle a permis de faire le point sur la coopération entre le pays et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA), notamment en matière de prévention, de dépistage et de prise en charge des personnes vivant avec le VIH.

Au cours des échanges, le responsable de l'ONUSIDA a présenté les avancées enregistrées par le Togo dans la riposte à la maladie. Selon les chiffres communiqués lors de l'audience, 94 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, 93 % sont sous traitement antirétroviral et 85 % ont atteint la suppression virale. Malgré ces résultats, des efforts restent nécessaires, particulièrement pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant et renforcer les actions de sensibilisation auprès des jeunes de 15 à 24 ans.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	-----2-4
NOUVELLES DES PREFECTURES	-----4-13
NOUVELLE DE L'ETRANGER	-----13-16
SPORTS	-----16-18

Les discussions ont également mis l'accent sur la place des parlementaires dans la lutte contre le VIH/Sida. A travers leurs missions de législation, de contrôle de l'action gouvernementale et d'examen du budget, les élus peuvent contribuer à renforcer les politiques de santé, à améliorer le financement des programmes de lutte contre le VIH et à promouvoir l'accès aux services de prévention et de traitement. Dans cette perspective, l'ONUSIDA envisage d'accompagner les parlementaires togolais dans le renforcement de leurs capacités sur les questions liées au VIH et à la santé en général. Cette démarche vise à favoriser une meilleure prise en compte de ces enjeux dans les décisions publiques et à soutenir des politiques inclusives respectueuses des droits humains.

Dr Christian Mouala a salué l'engagement des parlementaires togolais ainsi que la qualité des échanges avec le président de l'Assemblée nationale. Il a également souligné la contribution du Togo aux initiatives régionales et internationales de lutte contre le VIH/Sida.

Fort de plus de 25 ans d'expérience dans le développement international et la diplomatie sanitaire, dont plus de 15 ans consacrés à la lutte contre le VIH/Sida au sein de l'ONUSIDA, Dr Christian Mouala coordonne les programmes de l'organisation au Togo, en Côte d'Ivoire et au Bénin depuis son bureau multipays basé à Abidjan.

La délégation de l'Assemblée nationale comprenait outre le président Klassou, notamment la première vice-présidente, Memounatou Ibrahima, le quatrième vice-président, Ayao Dzreke, le président de la Commission de la santé, Dametoti Kombate, et la vice-présidente de cette commission, Jacqueline Aka. ATOP/IS/AO



L'audience



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ECHOS DE LA CAPITALE

LE 13^{EME} SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE DE LOME LANCE

Lomé, 21 oct. (ATOP) – Le 13^{eme} Salon international de l'agriculture et de l'agroalimentaire de Lomé (SIALO), couplé de la 3^{eme} exposition élevage et de la 3^{eme} conférence de Gestion de l'environnement et la protection de la création (GIPC), a été lancé le mardi 20 octobre à Lomé.

Le SIALO qui se déroule du 20 au 25 octobre, constitue une plateforme de valorisation des potentialités agricoles et animales, de promotion des produits locaux et de rapprochement des acteurs des chaînes de valeur. Il favorise les échanges commerciaux, le partage d'expériences, la présentation d'innovations et la création de partenariats. Producteurs, éleveurs, transformateurs, distributeurs, chercheurs et investisseurs peuvent ainsi faire connaître leur savoir-faire, développer leur réseau professionnel et exploiter de nouveaux horizons.

Ce salon permettra aux acteurs du secteur agricole du Togo, du Bénin, du Mali et d'ailleurs, d'accroître leur visibilité auprès des visiteurs professionnels et le grand public ; de partager des expériences avec les professionnels ; de développer des relations d'affaires ; de rechercher des débouchés internationaux et de trouver des opportunités de financement, entre autres.



L'assistance suivant...



...M. Bouab (au micro)

Cette édition est placée sous le thème : « Production agricole et animale face au changement climatique : défis et opportunités pour un système alimentaire durable en Afrique ». Ce choix revêt des enjeux majeurs, notamment en termes de la rareté des pluies, des sécheresses, des inondations, de la dégradation des terres et des difficultés d'accès à l'eau qui fragilisent les productions, les revenus des exploitants et la disponibilité des aliments.

Face à ces défis, le SIALO se donne comme objectifs de promouvoir des pratiques agricoles adaptées, la gestion durable des terres et de l'eau, des semences de qualité, la restauration de la fertilité des sols et des systèmes d'élevage peu résilients. Il est également question de renforcer la recherche d'innovation technologique et l'accès à l'information climatique, le financement des exploitations et la transformation locale des produits agricoles et animaux.

Ce salon constitue une opportunité d'échange pour l'émergence de solutions concrètes qui permettront d'améliorer la productivité, renforcer la résilience des producteurs et des éleveurs, et contribuer ainsi à des systèmes alimentaires durables capables d'assurer l'accès régulier à une alimentation suffisante et de qualité. C'est également une occasion de mettre en valeur le savoir-faire des éleveurs, la créativité des transformateurs et le potentiel entrepreneurial des jeunes et des femmes.

L'édition 2026 de ce salon sera marquée par la 3^{ème} exposition élevage, qui a pour objectif de promouvoir la disponibilité et l'accessibilité des produits carnés et halieutiques d'origine locale. Il est aussi prévu la 3^{ème} conférence de la GIPC avec le partenaire stratégique Compassion International.

Le directeur de l'entrepreneuriat et du financement agricole, représentant le ministre en charge de l'Agriculture, Bouab Alexandre, a déclaré qu'en quelques années, le SIALO s'est imposé comme un espace privilégié de rencontres et de dialogue, de promotion des investissements et de valorisation des produits nationaux et régionaux. Il a fait savoir que le changement climatique, constitue un défi majeur auquel le secteur



Coupure du ruban donnant accès aux stands

agricole fait face de nos jours. Face aux effets néfastes de ce phénomène, a-t-il relevé, le gouvernement a mis en place des stratégies d'adaptation agricole, des technologies résilientes aux variabilités climatiques.

Le commissaire général du SIALO, Heatson Tito Attikpo a appelé à encourager une agriculture intelligente, capable d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles, de s'adapter au changement climatique, d'améliorer les rendements et de répondre aux exigences croissantes des marchés. Il a invité la population à venir découvrir les produits agricoles exposés et à échanger avec les exposants. ATOP/KYA/BA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

COMMERCE TRANSFRONTALIER DU BETAIL :

LE BURKINA FASO ET LE TOGO RENFORCENT LA TRAÇABILITE DES ANIMAUX



Les participants

Dapaong, 21 oct. (ATOP) – Un atelier bilatéral sur la traçabilité du bétail commercialisé entre les régions frontalières du Burkina Faso et du Togo s'est tenu les 20 et 21 octobre à Dapaong.

La rencontre est organisée par l'ONG (GEVAPAF) en collaboration avec le Réseau de communication sur le pastoralisme (RECOPA) et le Réseau Billital Marobé (RBM). Elle a bénéficié de l'appui financier de l'Union européenne (UE) et des

ONG Acting for life (AFL) et Mobilité pastorale

transfrontalière apaisée et stabilité sociale au Sahel (MOPSS). Cette activité vise à renforcer la sécurisation du commerce transfrontalier du bétail à travers la mise en place d'un mécanisme concerté de traçabilité des transactions, de vérification des documents et de traitement des alertes relatives aux animaux suspects.

Les participants ont planché sur l'expérience du dispositif de traçabilité mis en place au marché à bétail de Cinkassé ainsi que sur les pratiques en vigueur dans les marchés burkinabè concernés. Ils ont identifié les insuffisances et les ruptures de traçabilité entre l'admission des animaux sur les marchés, leur vente et leur contrôle au passage de la frontière.

Les travaux ont également porté sur la clarification des documents commerciaux, administratifs et sanitaires utilisés dans les deux pays, leurs modalités de délivrance et de vérification, ainsi que sur les rôles et responsabilités des gestionnaires des marchés, courtiers, organisations professionnelles, services vétérinaires, douanes, administrations territoriales et forces de défense et de sécurité.

A l'issue des travaux, les participants ont défini une procédure bilatérale de vérification des documents et de traitement des alertes. Ils ont identifié des points focaux dans les deux pays et déterminer les marchés et axes transfrontaliers devant accueillir l'expérimentation du mécanisme pilote. Une feuille de route précisant les actions prioritaires, les responsables, les échéances et les modalités de suivi a été également adoptée.

Le gouverneur de la région des Savanes, Atcha-Dédji Affoh a rappelé l'importance du commerce transfrontalier du bétail entre le Togo et le Burkina Faso, en particulier à travers le marché stratégique de Cinkassé. Il a souligné que face aux défis liés au vol, à la fraude et au blanchiment de bétail, la traçabilité des animaux ne se limite pas à une simple formalité administrative, mais constitue un instrument indispensable pour sécuriser les transactions, protéger les acteurs et consolider la confiance mutuelle.

D'après le directeur exécutif de l'ONG GEVAPAF, Yatombo Tadanlenga, la rencontre a permis d'analyser les causes des dysfonctionnements relatifs aux blocages d'animaux et d'établir une feuille de route claire et partagée pour fluidifier le transport du bétail et prévenir de futurs problèmes.

Le coordinateur du RECOPA, Boubacar Maïga a expliqué que face à la dégradation du contexte sécuritaire et à l'insécurité qui a envahi le milieu des éleveurs, de nombreux doutes et soupçons pèsent sur l'origine des animaux provenant des villages et des campements, d'où la nécessité de cet atelier.

La traçabilité consiste à suivre un animal depuis son campement ou sa naissance jusqu'à sa destination finale. Elle permet d'identifier le marché de vente, le livreur qui y a acheminé l'animal, ainsi que les différents acteurs impliqués dans toute la chaîne de commercialisation. ATOP/TKA/JK/MG

----- LES OPERATEURS ECONOMIQUES DES SAVANES SENSIBILISES SUR LES MODES ALTERNATIFS DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

Dapaong, 21 oct. (ATOP) - Des opérateurs économiques et des acteurs locaux de la région des Savanes ont été renseignés sur les Modes alternatifs de règlement des différends (MARD), le mardi 20 octobre à Dapaong.



Echanges entre le SG de la CATO et les opérateurs économiques



Les participants

La sensibilisation est initiée par la Cour d'arbitrage du Togo (CATO), institution rattachée à la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo). Elle s'intègre dans une tournée nationale de sensibilisation entreprise par la CATO du 18 au 22 octobre.

L'objectif est d'échanger avec les acteurs économiques de la région sur l'importance, le fonctionnement et les avantages des mécanismes de médiation, de conciliation et d'arbitrage. Il s'agit aussi de faire connaître la Cour et de promouvoir des mécanismes rapides, confidentiels et efficaces de résolution des litiges commerciaux afin de désengorger les tribunaux traditionnels et de préserver les relations d'affaires.

La séance a été marquée par un exposé sur la CATO et les MARD, faite par Mme Biré Maguila, juriste à la cour, suivi des échanges interactifs.

Mme Biré a mis en avant les atouts majeurs qui font de la CATO une solution privilégiée pour les entreprises. Il s'agit notamment de la confidentialité qui permet de préserver la réputation commerciale des parties en réglant les litiges à huis clos, la maîtrise des coûts à travers un barème financier clair et encadré par la cour, la proximité et la digitalisation des procédures, en l'occurrence la possibilité de suivre les conférences, audiences et dossiers en ligne.

Le secrétaire général de la Cour, Assogbavi Komlan et le coordinateur des élus consulaires de la région des Savanes au sein de la CCI-Togo, Yébli Gobne ont rappelé que ces sessions d'information visent à accompagner les opérateurs économiques dans l'exercice de leurs activités. Ils ont invité les participants à s'approprier ces outils alternatifs de justice dans la gestion de leurs affaires.

La CATO est créée par la loi n°89-31 du 28 novembre 1989 et ses activités lancées en 2011. Elle figure aujourd'hui parmi les centres d'arbitrage les plus influents de l'espace OHADA. Depuis le début de ses activités, la Cour a enregistré 264 affaires, dont 153 en arbitrage. ATOP/TKA/JK/BA

DES ARTISANS FORMES AUX TECHNIQUES D'ASSAINISSEMENT ECOLOGIQUE

Dapaong, 21 oct. (ATOP) - Des maçons, plombiers et ferrailleurs de la région des Savanes se forment, du 19 au 24 octobre à Dapaong, aux techniques de construction et d'entretien des fosses septiques écologiques et des puisards non vidangeables.



Démarrage des travaux pratiques sur le terrain



Les participants

Cette formation vise à promouvoir des solutions d'assainissement moins coûteuses, durables et respectueuses de l'environnement. Elle est organisée par la Chambre régionale de métiers (CRM) des Savanes, avec le financement du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnel (FNAFPP). Cette activité bénéficie de l'appui technique du cabinet Institut technique et professionnel - Carrefour des leaders (ITP Carrefour des Leaders).

Les participants apprennent les techniques de réalisation de ces ouvrages, notamment l'installation de bacs dégraisseurs, de filtres à sable et de puisards adaptés. Le dispositif vise à améliorer le traitement des eaux usées et, sous certaines conditions, à favoriser leur réutilisation pour l'agriculture. À l'issue de la formation, les artisans qualifiés seront certifiés afin de proposer des prestations répondant aux exigences sanitaires et environnementales.

Le secrétaire général de la préfecture de Tône, Kombaté-Sanwogou Soukipiéba, a fait savoir que cette initiative contribue à l'amélioration du cadre de vie et à la protection de la santé publique. Il a rappelé que la mauvaise gestion des eaux usées favorise la pollution des sols et des ressources en eau, tout en exposant les populations à diverses maladies. « Vous êtes des acteurs incontournables de la construction. La qualité de vos ouvrages a un impact direct sur la santé des ménages et la salubrité de nos quartiers », a-t-il dit aux artisans.

Le directeur du cabinet ITP Carrefour des Leaders, Darou Mabourouk, a indiqué que cette technologie constitue une alternative aux fosses septiques traditionnelles, dont la réalisation peut être coûteuse pour les ménages. Selon lui, le dispositif nécessite peu d'espace et peut être réalisé en trois à quatre jours. Il a exhorté les participants à s'impliquer activement dans les travaux afin de maîtriser ces techniques et de les partager avec d'autres artisans dans leurs localités.

De son côté, le représentant du secrétaire exécutif du FNAFPP, M. Akondo-Ali Ambroise, a précisé que cet appui financier répond à trois préoccupations majeures : la prévention des maladies liées à l'eau, notamment le choléra et la typhoïde, la protection de l'environnement dans la région des Savanes et la valorisation des métiers de l'artisanat.

L'atelier a entamé sa phase pratique le mercredi 21 octobre. ATOP/TKA/JK/AO

KLOTO :

L'UE ET LE LUXEMBOURG AUX COTES DU TOGO POUR LA CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONAP

Kpalimé, 21 oct. (ATOP) – Une délégation luxembourgeoise, accompagnée de représentants de l'Union européenne (UE), a échangé, le mardi 20 octobre à Kpalimé, avec le maire de Kloti 1, Apelete Kossi Atigaku, sur la construction du siège de l'Office national des aires protégées (ONAP) à Kpalimé.

Cette rencontre a été suivie d'une visite de terrain, notamment sur le site destiné à accueillir le futur siège de l'ONAP. D'une superficie d'environ 1,5 hectare, cette parcelle située à l'entrée de Kpalimé, en face du monument aux morts, a été mise à disposition par la mairie de Kloti 1.

La visite vise à permettre aux partenaires de mieux apprécier le site retenu pour abriter la direction nationale de l'ONAP, dans le cadre de l'appui apporté au ministère chargé de l'Environnement pour l'opérationnalisation de cet office. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Togo, l'Union européenne et le Grand-Duché de Luxembourg en faveur de la préservation de la biodiversité et du développement inclusif.

Selon la délégation luxembourgeoise conduite par le directeur de la coopération multilatérale du gouvernement du Grand-duché de Luxembourg, Thomas Barbancey, leur pays, le Luxembourg entend accompagner l'ONAP dans l'élaboration de sa stratégie nationale, la construction de ses sièges régionaux et la mise en place des bureaux dénommés « bases-vie » dans les parcs, afin de renforcer les moyens d'action des agents chargés de leur protection contre le braconnage.



Les participants

Outre ce projet, les échanges avec la municipalité ont porté sur plusieurs initiatives d'aménagement, notamment la réhabilitation de la place "Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne (CoMSSA)", la transformation de l'ancienne gare ferroviaire en "centre culturel et espace de loisirs", ainsi que le plan d'aménagement urbain de Kpalimé et de ses flancs de montagne et berges.

Le Programme d'Appui à la lutte contre le changement climatique (PALCC+) /

INCLURE (Initiative pour la croissance locale, l'utilisation responsable des ressources et l'équilibre des écosystèmes protégés), cofinancé par l'Union européenne et le Luxembourg était aussi au menu des échanges. Cette initiative vise à soutenir les

Mise en terre d'un palmier royal

populations vivant autour des aires protégées, à développer les activités économiques locales et à favoriser une cohabitation durable entre les communautés et la nature.

La délégation a également marqué son passage par la mise en terre d'un palmier royal dans un espace réservé entre la mairie et les bureaux de la préfecture de Kloto.
ATOP/ER/AYH/HKM

LA 4^E SESSION ORDINAIRE DE SOTOUBOUA 1 SE POURSUIT AVEC LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE ET LA CELEBRATION DU CIVISME FISCAL

Sotouboua, 21 oct. (ATOP) – Ouverte le lundi 5 octobre, la quatrième session ordinaire de l'année, de la commune Sotouboua 1, s'est poursuivie, le mardi 20 octobre, avec un débat d'orientation budgétaire consacré à l'élaboration du budget, exercice 2027.

La rencontre a également été marquée par la remise d'attestations de félicitations à 63 contribuables pour leur civisme fiscal exemplaire, une initiative qui vise à encourager les bons contribuables et à promouvoir une culture de civisme fiscal au sein de la commune. La reconnaissance de ces 63 contribuables se veut également un appel à l'ensemble des citoyens à honorer leurs obligations fiscales et à prendre une part active au développement de leur commune.



Le maire Gnanguissa remettant une attestation à une contribuable

Le débat d'orientation budgétaire a porté sur les grandes orientations devant guider la préparation du budget 2027. Il a permis d'apprécier les priorités de développement de la commune, d'identifier les besoins essentiels des populations et de définir les axes d'intervention à privilégier pour une gestion efficace des ressources communales.

Pour le maire de la commune, Gnanguissa Plibam, à travers cet exercice, le conseil municipal entend poser les bases d'une programmation budgétaire réaliste, cohérente avec les ambitions de développement local. « Les discussions contribuent ainsi à renforcer la transparence, la responsabilité et la participation dans la gestion des affaires communales », a-t-il ajouté.

Le débat d'orientation budgétaire et la célébration du civisme fiscal sont deux leviers essentiels pour renforcer les capacités financières de la commune Sotouboua 1 et soutenir durablement son développement. ATOP/BTP/MEK/AR

KERAN/SANTE MATERNELLE ET NEONATALE :

DES EQUIPEMENTS BIOMEDICAUX A LA NOUVELLE MATERNITE DU CHP DE KANTE

Kantè, 21 oct. (ATOP) - Le Centre hospitalier préfectoral (CHP) de Kantè a bénéficié d'un don d'équipements biomédicaux destinés à sa nouvelle maternité. La cérémonie de remise s'est déroulée le mardi 20 octobre à Kantè.

Cette activité s'inscrit dans la mise en œuvre de la composante « Construction, réhabilitation et équipement » d'un projet en cours dans dix structures de soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU), réparties dans sept préfectures de la région de la Kara. L'objectif est de moderniser et de pérenniser les infrastructures hospitalières afin d'améliorer la prise en charge des femmes enceintes, des femmes en âge de procréer, et de contribuer, à terme, à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale.

D'un coût total de 528 428 035 FCFA, les travaux et équipements destinés au CHP de Kantè comprennent la construction de la maternité et du logement de la sage-femme

responsable de ce service, ainsi que la réhabilitation du bloc administratif. Le lot d'équipements comprend notamment des aspirateurs de mucosités pédiatriques, des kits de réanimation du nouveau-né, un détecteur de pouls fœtal et une banque de sang d'une capacité de 150 poches.



Vue partielle des équipements biomédicaux réceptionnés



Remise symbolique des équipements

La cheffe de la délégation allemande, Mme Anne Rehner, chargée de la coopération économique et du développement avec le Togo, a procédé à la remise symbolique des équipements au préfet de la Kéran, Douti N'Sarma Mabiba.

La cérémonie s'est achevée par une visite des locaux de la nouvelle maternité. Plusieurs autorités politiques, administratives, municipales et traditionnelles ont pris part à l'événement. Parmi celles-ci l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Togo, Stefan Anton Messerer, le directeur régional de la santé de la Kara, Dr Sibabe Agoro, et le directeur préfectoral de la santé de la Kéran, Dr Attipoé Yawovi Mawuena. Des groupes folkloriques ont contribué à l'animation de la cérémonie. ATOP/PAP/MD/KYA

PATRIMOINE CULTUREL TOGOLAIS :

DEUX FILMS DOCUMENTAIRES SUR LA RESTITUTION DES ŒUVRES AUDIOVISUELLES PROJÉTÉS A BASSAR

Bassar, 21 oct. (ATOP) - Une projection de films cinématographiques en mémoire du patrimoine culturel togolais a été organisée par le ministère du Tourisme, des Arts et de la Culture, le lundi 19 octobre au Lycée Bassar.



L'assistance échangeant avec M. Ayikoué (en T-shirt blanc)



Une séquence de la projection

Cette projection de film s'inscrit dans le cadre du projet de restitution des œuvres audiovisuelles de Hans Schomburgk réalisées durant la période coloniale Togo-allemande. L'initiative est financée et soutenue par le Fonds franco-allemand de recherche et piloté par la direction des archives nationales.

L'objectif est de sensibiliser, d'éduquer et d'ouvrir un espace de dialogue citoyen sur les sujets mémoriel et politique. Il s'agit d'amener les jeunes élèves à s'approprier l'histoire de leur propre patrimoine et les notions de propriété culturelle. L'initiative permet également la valorisation et la réappropriation symbolique du patrimoine national, en

particulier des œuvres et objets culturels actuellement conservés à l'étranger. Cette démarche mémorielle et pédagogique entend aussi favoriser une compréhension approfondie de l'histoire coloniale du Togo et transmettre ces précieux repères identitaires aux générations contemporaines et futures.

Deux films du réalisateur allemand, Hans Schomburgk ont été projetés. Le premier en court-métrage retrace les traditions séculaires, les savoir-faire agricoles liés à la culture du coton, ainsi que les méthodes artisanales de sidérurgie traditionnelle observées à Bandjéli, dans la région du Grand Bassar. Le deuxième a trait aux documents d'archives inédits, notamment les travaux d'édification de l'imposante station de télégraphie sans fil de Kamina (1913-1914), conçue à l'époque pour assurer la liaison radiophonique stratégique entre l'ancien protectorat du Togo et Berlin et de la colonisation.

Le directeur du patrimoine culturel, Adama Ayikoué et le responsable des archives nationales, Tossa Messan ont relevé que cette projection permet de s'interroger sur la réalité de vies des ancêtres.

Cette soirée cinématographique a servi de cadre de débats autour des deux films et de la question de restitution des œuvres togolais qui seront rapatriés. ATOP/LK/DHK

TCHAUUDJO :

DES FILLES SENSIBILISEES A LA PREVENTION DES VIOLENCES NUMERIQUES A SOKODE



Les officiels et bénéficiaires

Sokodé, 21 oct. (ATOP) – Un atelier de sensibilisation axé sur les droits des femmes et des filles s'est ouvert le mardi 20 octobre à Sokodé, dans le cadre de la célébration en différé de la Journée internationale de la jeune fille (JIJF), sous le thème : « En ligne aussi, mes droits comptent ».

Cette activité est organisée par la Coopération allemande. Elle est mise en œuvre par la GIZ à travers le projet DeZon: «Promotion de la participation, de l'égalité et

de l'équité genre au Togo» en collaboration avec le ministère de l'Education nationale. Ce projet est exécuté, en partenariat avec le ministère des Solidarités, du genre, de la femme et de la protection de l'Enfance

La rencontre réunit 60 participants, notamment des élèves du secondaire, des étudiants, des enseignants, des représentants d'Organisations de la société civile (OSC) et des associations de parents d'élèves, avec une présence marquée de jeunes filles et de personnes vivant avec un handicap. L'objectif est de prévenir les Violences basées sur le genre (VBG) et le cyberharcèlement visant surtout des filles et des jeunes femmes. Il s'agit aussi de renforcer leurs connaissances juridiques, tout en encourageant des comportements numériques responsables afin de bâtir un espace numériques sûr et respectueux.

Durant deux jours, les participants seront sensibilisés sur les différentes formes de VBG et le harcèlement en ligne, leurs manifestations et leurs conséquences, afin de favoriser leur identification et leur prévention. Ils apprendront à développer une réflexion critique sur les normes sociales, les stéréotypes de genre et les comportements qui contribuent à banaliser les violences numériques. Les participants seront informés sur leurs droits et les moyens de se protéger et d'agir face aux violences en ligne. Ceci, à travers l'adoption de comportements appropriés ainsi que la connaissance des mécanismes de signalement, de recours, d'orientation et de prise en charge disponibles. À

l'issue de la formation, ces jeunes animeront des sessions de restitution dans leurs établissements respectifs avec l'appui de leurs encadreurs.

Le secrétaire général de la mairie de Tchaoudjo 1, Gmakagni Nikabou a salué cette initiative qui contribuera à la création d'un environnement plus favorable à l'exercice des droits des femmes et des filles et à leur participation pleine et effective à la vie sociale et citoyenne.

Le chef division des formations à la direction régionale de l'Education, Adjayi Tchango a exhorté les participants à la vigilance, à protéger leurs informations personnelles en ligne et à dénoncer toutes formes d'abus. Il a invité les acteurs à accompagner les jeunes dans l'adoption des comportements responsables sur internet.

La même activité s'était déroulée, les 14 et 15 octobre à Atakpamé, dans la préfecture de l'Ogou.

ATOP/TAA/MEK/SED

JOURNEE INTERNATIONALE DES PERSONNES AGEES :
DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA SANTE ET DU BIEN-ETRE DES SENIORS A AGOE-NYIVE



Remise symbolique

Agoè-Nyivé, 21 oct. (ATOP) - Des consultations médicales gratuites, des kits alimentaires et des transferts monétaires ont marqué, le mardi 20 octobre à Agoè-Nyivé 1, la célébration de l'apothéose de l'édition 2026 de la journée internationale des personnes âgées.

L'activité est organisée par le ministère des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance. Elle est placée sous le thème national « Vieillir en bonne santé : quelles précautions

prendre ? ». La journée vise à sensibiliser la population à la nécessité de préserver la santé des seniors, de renforcer leur protection et de leur assurer de meilleures conditions de vie. Le gouvernement et ses partenaires ont apporté leur soutien aux personnes âgées à travers des consultations médicales gratuites, la remise de kits alimentaires et l'octroi de transferts monétaires.

La ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance, Mme Moni Sankaredja-Sinandja, a rappelé que la santé et le bien-être des personnes âgées concernent toute la société. Elle a souligné l'importance de prévenir les maladies, d'adopter de bonnes habitudes de vie, de lutter contre l'isolement et de permettre aux seniors de vieillir dans la dignité. Elle a également mis en avant les efforts du gouvernement pour améliorer leur accès aux soins, notamment à travers l'Assurance maladie universelle, ainsi que les initiatives destinées à renforcer leur participation à la vie nationale.

La représentante résidente du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) au Togo, Mme Elise Kakam, a indiqué que le cinquième Recensement général de la population et de l'habitat, réalisé en 2022, avait dénombré 471 951 personnes âgées de 60 ans et plus au Togo, dont 273 267 femmes et 198 684 hommes. Elles représentaient alors 5,8 % de la population, contre 5,4 % en 2010. Pour Mme Kakam, cette évolution appelle des mesures adaptées aux besoins des personnes âgées et une attention accrue à leurs conditions de vie.

Le préfet d'Agoè-Nyivé, Dr Tinaka Wédiabalo Kossi, a fait savoir que le vieillissement est une étape naturelle de la vie. Il a ainsi invité chacun à accorder une

attention particulière aux personnes âgées, qui ont besoin de protection, de soins et d'accompagnement.

Au nom des bénéficiaires, Mme Dokanu Abla Kafui a remercié le gouvernement et les partenaires pour leurs actions en faveur des seniors. Elle a toutefois plaidé pour la construction de maisons de repos afin d'accueillir et d'accompagner les personnes âgées dans de meilleures conditions. ATOP/ASA/AO

KOZAH :

LA MICROFINANCE LA « PROMOFINANCE » RENFORCE LES COMPETENCES DE SES AGENTS A KARA

Kara, 21 oct. (ATOP) – La microfinance dénommée « Promofinance » organise, du 20 au 24 octobre à Kara, une session de renforcement des capacités à l'intention d'une quarantaine de ses agents pour améliorer les services vis-à-vis de la clientèle.



Les agents mobilisés



T able d'honneur

La formation bénéficie de l'appui financier et technique du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAPP). Elle s'inscrit dans la stratégie de professionnalisation et de réorganisation des équipes afin de rendre l'institution plus performante, pérenne et davantage proche des populations. L'objectif est d'améliorer la pratique de services en proposant de meilleurs mécanismes innovants de recouvrement des créances et d'assurer un bon accueil aux clients et la santé financière de l'institution.

Les participants seront outillés sur les techniques de recouvrement à l'amiable et le montage de dossiers de crédit ; les bonnes pratiques d'accueil pour garantir la confidentialité, ainsi que sur la performance commerciale de leur microfinance.

Les travaux permettront à ces agents de repenser leurs activités, d'analyser efficacement les demandes de crédit, de monter des dossiers bancaires, et de réorganiser autrement la structure afin qu'elle soit plus performante et plus proche de sa clientèle.

Le chef d'antenne du FNAPP à Kara, Lochnia Moussa Mahamadou a fait savoir que le secteur de la microfinance occupe une place stratégique dans l'économie nationale en matière de l'inclusion financière des couches les plus vulnérables. Il constitue, précise M. Lochnia, un instrument essentiel pour réduire les inégalités et soutenir les initiatives économiques de base par leur proximité avec les populations notamment les jeunes, les femmes et les groupements de base. Il a souligné que ce secteur fait face à des défis majeurs qui interpellent à la responsabilité collective dont le premier est la qualité du portefeuille de crédit, auquel s'ajoutent la professionnalisation et le renforcement des compétences des ressources humaines. « Selon les données du ministère des finances et du budget, le taux brut de dégradation du portefeuille des institutions de microfinance a atteint 6, 7% en 2025, un taux largement supérieur à la norme maximale de 3,0% », a-t-il relevé.

« Nous avons fait le choix de placer le capital humain au cœur de notre dynamique d'amélioration de la performance et de transformation institutionnelle », a déclaré la directrice exécutive de la Promofinance, Mme Lokou Lélen Diane. Elle a exhorté les participants à saisir cette opportunité pour se mettre en cause en y participant avec sérieux, ouverture d'esprit et volonté d'apprendre.

M. Yamadjako Kossi, formateur, a laissé entendre qu'une entreprise qui ne se renforce pas est appelée à mourir avant de remercier le FNAPP pour la confiance et l'institution financière pour l'initiative.

ATOP/TAL/BA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité



NOUVELLES DE L'ETRANGER

CENTRAFRIQUE :

LA MINUSCA ALERTE SUR LES MENACES PERSISTANTES DES GROUPES ARMES

Africanews - La haute responsable de l'ONU en République centrafricaine a annoncé le mercredi 21 octobre la libération d'otages détenus par une milice locale depuis la fin de l'année dernière. Elle a averti que des groupes armés situés près de la frontière avec le Soudan continuaient de menacer les civils et les soldats de la paix.

S'adressant mardi au Conseil de sécurité, Valentine Rugwabiza, représentante spéciale du Secrétaire général et cheffe de la mission de maintien de la paix des Nations unies dans le pays (MINUSCA), a déclaré : « *Les otages détenus par l'Azandé Ani Kpi Gbé (AAKG) depuis l'attaque du 28 décembre 2025 à Bambouti, dont le sous-préfet de Bambouti, ont été libérés hier.* » Cette libération fait suite à « *plusieurs mois d'intenses efforts de médiation menés par les dirigeants locaux et la MINUSCA* », a-t-elle ajouté.

Sur le plan politique, la Représentante spéciale a évoqué la mise en place des institutions nationales et locales à l'issue des élections. « *Au 1er octobre, 127 municipalités sur 177 avaient achevé la mise en place de leurs élus* », a-t-elle déclaré aux membres du Conseil. Elle a souligné que les nouvelles autorités locales « *ont un besoin urgent d'un renforcement des capacités de la part des partenaires au développement, notamment du Fonds pour la consolidation de la paix.* »

Mme Rugwabiza a décrit l'attaque du 30 juin contre Am-Dafock, près de la frontière soudanaise. « *Des éléments appartenant à différents groupes armés ont attaqué la localité d'Am-Dafock, située à la frontière avec le Soudan, tuant des civils et des membres des forces nationales de défense et de sécurité, et provoquant le déplacement de plus de 17 000 civils, qui ont cherché refuge à la base opérationnelle temporaire de la MINUSCA* », a-t-elle déclaré. Selon la cheffe de la MINUSCA, six casques bleus ont été blessés lors de cette attaque.

Marius Aristide Hoja Nzessioué, représentant permanent de la République centrafricaine auprès des Nations unies, a déclaré que le pays « *avait réalisé des progrès significatifs ces dernières années sous la direction de Son Excellence le professeur Faustin-Archange Touadéra.* »

L'ambassadeur a déclaré que le bilan économique des crises passées restait lourd. « *Selon les données de la Banque mondiale, environ 67 % de notre population vit toujours*

dans l'extrême pauvreté, une proportion qui atteint 78 % dans les zones rurales », a déclaré M. Nzessioué. « Plus inquiétant encore, le PIB réel par habitant reste inférieur d'environ un quart à son niveau de 2012. »

Le Conseil doit renouveler le mandat de la MINUSCA en novembre. Dans un rapport transmis aux membres du Conseil le 13 octobre, le Secrétaire général a recommandé de prolonger la mission d'une année supplémentaire, avec un effectif autorisé de 12 000 militaires, contre un plafond actuel de 14 046. La MINUSCA compte actuellement 10 292 soldats. Africanews

RUSSIE :

L'ENSEIGNANT AMERICAIN EMPRISONNE POUR AVOIR COMBATTU EN UKRAINE, LIBERE

Africanews - L'émissaire américain Steve Witkoff a rencontré le président russe Vladimir Poutine à Saint-Pétersbourg le mercredi 21 octobre.

Cette rencontre qui intervient dans le cadre de discussions au sujet du conflit en Ukraine, a permis au chef d'Etat russe d'annoncer la libération d'un enseignant américain à la retraite qui avait été emprisonné pour avoir combattu en tant que mercenaire en Ukraine.

Stephen Hubbard, originaire du Michigan, avait été condamné en 2024, à l'issue d'un procès à huis clos, à près de sept ans de prison. Selon le parquet, il avait signé un contrat avec l'armée ukrainienne après l'envoi de troupes russes en Ukraine en février 2022, et avait combattu aux côtés de ces dernières jusqu'à sa capture deux mois plus tard.

Cette libération intervient à un moment critique dans les relations entre les États-Unis, l'Ukraine et la Russie, l'alliance entre Washington et Kiev étant mise à rude épreuve par les tensions liées au soutien en matière de drones, alors que l'administration Trump met en œuvre des politiques favorables à Poutine. Le président américain Donald Trump fait pression sur Kiev et Moscou pour qu'ils concluent un accord mettant fin aux combats.

Cette visite à Saint-Pétersbourg a eu lieu au lendemain d'une rencontre entre Witkoff, le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy et certains dirigeants européens à Oslo, la capitale norvégienne.

M. Hubbard est le deuxième détenu américain à être libéré par la Russie en un peu plus de deux mois, et sa libération est intervenue non seulement pendant la visite de M. Witkoff, mais aussi à un moment où M. Trump a pris une série de mesures destinées à favoriser la Russie, alors que l'alliance entre Washington et l'Ukraine montre des signes de fissuration.

Africanews

L'EPIDEMIE D'EBOLA S'ETEND A UNE ZONE GEOGRAPHIQUE SANS PRECEDENT, AVEC PRES DE 10.000 CAS EN RDC

Kinshasa, (Xinhua) - L'Afrique est confrontée à "l'épidémie d'Ebola la plus étendue géographiquement de l'histoire", selon le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique). En République démocratique du Congo (RDC), le nombre de cas confirmés approche les 10.000, tandis que de nouveaux cas signalés au Kenya et au Nigeria ravivent les inquiétudes quant à la propagation transfrontalière du virus.

Le directeur général du CDC Afrique, Jean Kaseya, a averti le mardi 20 octobre que l'épidémie touchait désormais plusieurs pays répartis dans trois régions du continent, appelant à un soutien international urgent pour empêcher toute nouvelle propagation.

Près de cinq mois après la déclaration de l'épidémie en RDC, celle-ci y a fait plus de 4.600 morts et touché huit des 26 provinces du pays. L'apparition de cas importés dans d'autres pays met en évidence les lacunes de la surveillance sanitaire aux frontières.

Une propagation transfrontalière qui suscite l'inquiétude

Le Nigeria a confirmé mardi son premier cas de maladie à virus Ebola causée par la souche Bundibugyo, la même que celle responsable de l'épidémie en cours en RDC, devenant ainsi le cinquième pays à détecter ce virus depuis le début de l'épidémie en mai, selon les autorités sanitaires nigérianes.

La patiente, une femme ayant récemment transité par l'Ouganda, a développé des symptômes le 7 octobre avant de consulter quatre jours plus tard dans un hôpital privé à Abuja. Son infection a été confirmée le 20 octobre. Les autorités nigérianes ont identifié 44 contacts à suivre, tandis que la patiente a été placée en isolement où elle reçoit les soins nécessaires.

Selon le ministère ougandais de la Santé, la patiente s'était rendue dans l'est de la RDC pour des activités commerciales avant de transiter par l'Ouganda début octobre, sans présenter de symptômes. Le ministère a souligné que ce transit ne permettait pas de déterminer le lieu de contamination, les investigations étant toujours en cours.

L'Ouganda, qui avait précédemment enregistré 20 cas confirmés d'Ebola et deux décès liés à cette épidémie, avait été déclaré exempt d'Ebola le 27 août, à l'issue d'une période de surveillance de 42 jours sans nouvelle infection.

Le ministère a réaffirmé mardi qu'aucun cas confirmé actif d'Ebola n'était actuellement signalé dans le pays, tout en s'engageant à renforcer le contrôle sanitaire et la surveillance aux points d'entrée.

Parallèlement, le Kenya a annoncé mardi un neuvième cas confirmé d'Ebola, tous les cas étant liés à un premier cas importé concernant un ressortissant kényan qui avait voyagé depuis la RDC en passant par l'Ouganda, avant de décéder à Nairobi le 5 octobre.

Le dernier patient se trouvait déjà en quarantaine lorsqu'il a développé des symptômes. Selon les autorités sanitaires kényanes, aucune transmission en dehors de ce foyer épidémiologique n'a été mise en évidence à ce stade, tandis que 134 des 135 contacts identifiés avaient été placés en quarantaine.

L'épidémie en RDC approche le seuil des 10.000 cas

En RDC, l'épidémie continue de faire de nombreuses victimes malgré les premiers signes de ralentissement de la transmission dans certaines zones.

Selon le dernier rapport de situation des autorités sanitaires congolaises publié mercredi, le pays totalisait en date du 19 octobre 9.637 cas confirmés, dont 4.646 décès, soit un taux de létalité de 48,2%.

La province de l'Ituri demeure l'épicentre de l'épidémie, concentrant 72,7% des cas confirmés cumulés. Le Nord-Kivu voisin est également devenu un important foyer de transmission, avec 2.117 cas confirmés et 1.191 décès, soit un taux de létalité de 56,3%.

Le virus a également atteint récemment la province septentrionale du Nord-Ubangi, portant à huit le nombre de provinces touchées et à 66 celui des zones de santé affectées.

L'extension géographique de l'épidémie suscite également des inquiétudes quant au risque de propagation du virus jusqu'à Kinshasa, la capitale densément peuplée du pays, qui compte près de 20 millions d'habitants.

L'ancien ministre congolais de la Santé, Jean-Jacques Mbungani Mbanda, a averti mardi que l'apparition de cas dans les provinces du Sud-Ubangi et du Nord-Ubangi (nord-ouest), accentuait le risque d'importation du virus vers la capitale par les voies fluviales, aériennes et routières.

Il a appelé les autorités à renforcer la surveillance dans les aéroports, les ports fluviaux et les autres points d'entrée, soulignant que le seul contrôle de la température ne permettait pas de détecter les voyageurs infectés pendant la période d'incubation.

M. Mbungani a également plaidé pour un renforcement de la surveillance communautaire et des mesures de prévention et de contrôle des infections dans les établissements de santé, estimant que Kinshasa devait renforcer sa préparation sans attendre la détection d'un premier cas confirmé.

Une mobilisation internationale urgente

M. Kaseya a averti mardi que l'extension géographique de l'épidémie, conjuguée à un taux de létalité proche de 50% en RDC, constituait une menace extrêmement grave pour la santé publique.

Dans une déclaration publiée après la confirmation du premier cas au Nigeria, il a indiqué que le CDC Afrique avait commencé à mobiliser une assistance en faveur du Nigeria, tout en intensifiant sa riposte en RDC et au Kenya et en maintenant une vigilance accrue en Ouganda.

Appelant à une mobilisation internationale urgente, il a demandé des financements souples et rapidement disponibles, des fournitures médicales, des moyens de diagnostic, du personnel d'intervention formé ainsi qu'un renforcement de la surveillance communautaire.

"Nous ne pouvons pas permettre que cette épidémie se propage à davantage de pays ou se poursuive pendant une année supplémentaire", a-t-il averti.

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a également appelé à maintenir un niveau élevé de préparation régionale après la confirmation du premier cas d'Ebola (souche Bundibugyo) au Nigeria.

Dans un message publié mercredi sur les réseaux sociaux, il a exhorté les pays de la région à maintenir une vigilance élevée afin de détecter rapidement les cas, de prévenir toute nouvelle transmission et de protéger les agents de santé ainsi que les communautés.

L'épidémie actuelle est causée par la souche Bundibugyo du virus, contre lequel aucun vaccin ni traitement spécifique n'est encore homologué. La détection précoce, les soins de soutien et les mesures de prévention et de contrôle des infections demeurent donc essentiels pour réduire la mortalité et interrompre les chaînes de transmission.

L'épidémie s'est déclarée en RDC le 15 mai, avant d'être qualifiée deux jours plus tard d'urgence de santé publique de portée internationale par l'OMS. Le CDC Afrique l'a ensuite déclarée urgence de santé publique de sécurité continentale.

L'épidémie actuelle est devenue la plus importante et la plus meurtrière jamais enregistrée en RDC, ainsi que la deuxième plus grande épidémie d'Ebola au monde, après celle qui avait frappé l'Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016. (Xinhua)



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



SPORTS

LE MAROC ET L'ANGOLA SE RETROUVENT EN FINALE DE LA TOTALENERGIES CAF CAN DE FUTSAL 2026

Rabat, (CAF) - Pays hôte de la compétition, le Maroc s'est qualifié pour la finale de la TotalEnergies CAF CAN de Futsal Maroc 2026, où il affrontera l'Angola ce mercredi 21 octobre, pour une affiche qui s'annonce palpitante.

La finale débutera à 20h 00 et sera diffusée en direct sur CAF TV ainsi que sur plusieurs chaînes partenaires détentrices des droits médias de la CAF à travers le monde.

En demi-finales, disputées lundi soir, les Marocains ont largement dominé l'Égypte (6-0). De son côté, l'Angola a décroché son billet pour la finale au terme d'une rencontre disputée face à l'Algérie, remportée sur le score de 3-2.

Une finale aux allures de revanche

Cette affiche entre le Maroc et l'Angola est une répétition de la finale de l'édition 2024, remportée par les Lions de l'Atlas, qui avaient alors décroché leur troisième titre continental.

Devant leur public, les Marocains viseront un quatrième sacre, qui leur permettrait d'établir un nouveau record dans la compétition. En face, les Palancas Negras angolais tenteront de décrocher le premier titre continental de leur histoire, après avoir terminé à la deuxième place lors de la précédente édition.

Plus tôt dans la journée de mercredi, l'Égypte et l'Algérie s'affronteront pour la troisième place. Le coup d'envoi de cette rencontre, prévue à la salle Moulay-Abdellah de Rabat, sera donné à 17h00 GMT.

En complément de la diffusion sur CAF TV, les plateformes numériques de la CAF proposeront aux supporters du monde entier des contenus exclusifs en coulisses, leur permettant de vivre au plus près les temps forts de la compétition.

CAF

PSG :

DOUE A LE CHAMP LIBRE

Paris, (RFI) - Déjà incontournable au Paris Saint-Germain, Désiré Doué pourrait franchir un nouveau cap. Étincelant contre Manchester City (2-4) puis le FC Barcelone (4-2), le Français est attendu au premier plan après les blessures d'Ousmane Dembélé et de Khvicha Kvaratskhelia. Une information mise en ligne ce mercredi 21 octobre.

Que peut-il encore accomplir ? À seulement 21 ans, Désiré Doué possède déjà un palmarès impressionnant et des performances qui parlent pour lui. Double buteur et passeur décisif lors de la finale de Ligue des Champions contre l'Inter (5-0) en 2025, l'ancien Rennais vient de participer à quatre des huit buts parisiens contre Manchester City et Barcelone. Deux démonstrations supplémentaires pour un joueur qui n'a plus rien à prouver sur sa capacité à briller dans les grands rendez-vous. Mais les circonstances pourraient désormais lui permettre d'explorer une autre dimension.

L'homme qui s'adapte à tout

Depuis son arrivée en 2024, Doué est essentiel dans le collectif de Luis Enrique, mais rarement en tête d'affiche. Dembélé, repositionné dans l'axe, déclenche le pressing et a fait basculer le PSG dans une autre dimension. Kvaratskhelia a pris le couloir gauche, là où il est le plus fort. Doué, lui, a dû s'ajuster : le plus souvent à droite, parfois en faux neuf, toujours avec la même réussite. Sa polyvalence est un atout, mais elle l'a aussi éloigné d'un rôle taillé pour lui, celui d'un attaquant autour duquel le jeu s'articule.

Rarement l'a-t-on vu à gauche, où il peut repiquer sur son pied droit. À Manchester, l'absence du Géorgien dans le onze lui a rendu ce couloir : un but, une passe décisive. Face au Barça, le Tricolore a de nouveau ouvert la marque en se décalant sur sa droite. « Quand Désiré Doué fait du Désiré Doué et qu'il n'essaie pas d'être quelqu'un d'autre, il est inarrêtable », résumait Thierry Henry sur CBS. Neymar est son modèle, mais le Brésilien n'a offert ses éclairs de génie au PSG qu'à intervalles trop rares, souvent blessé. Doué, lui, réunit déjà la technique, les buts et la régularité dans les grands rendez-vous.

Une occasion de prendre les commandes

Ce mercredi, le PSG a confirmé la rupture du ligament croisé antérieur du genou droit de Kvaratskhelia, une absence qui s'annonce très longue. Dembélé souffre d'une lésion à la cuisse gauche et manquera plusieurs semaines. Luis Enrique n'est tenu à rien, et Doué peut jouer partout. Mais le couloir gauche est libre, et le moment semble idéal pour l'y tester dans la durée, avec Ferran Torres dans l'axe et Maghnes Aklouché à droite. Un trio qui lui laisserait toute latitude pour repiquer sur son pied droit. Mika Godts n'a pas

encore convaincu et pourrait être utilisé plus bas. Pour la première fois, Doué pourrait être la référence de l'attaque, sans personne pour le soulager. «Ils vont avoir encore plus besoin de lui maintenant», a estimé Henry après la partie. Prudence toutefois : Dembélé reviendra, peut-être vite, et la saison ne fait que commencer. Jusqu'ici, Doué a brillé aux côtés d'attaquants confirmés. L'intéressé garde la tête froide : «Je pense que je n'ai volé la vedette à personne. Moi, je joue mon football pour mon équipe.» Mais pendant quelques semaines, il sera bien plus qu'un coéquipier. L'occasion est là de s'installer comme le visage offensif du PSG. RFI

